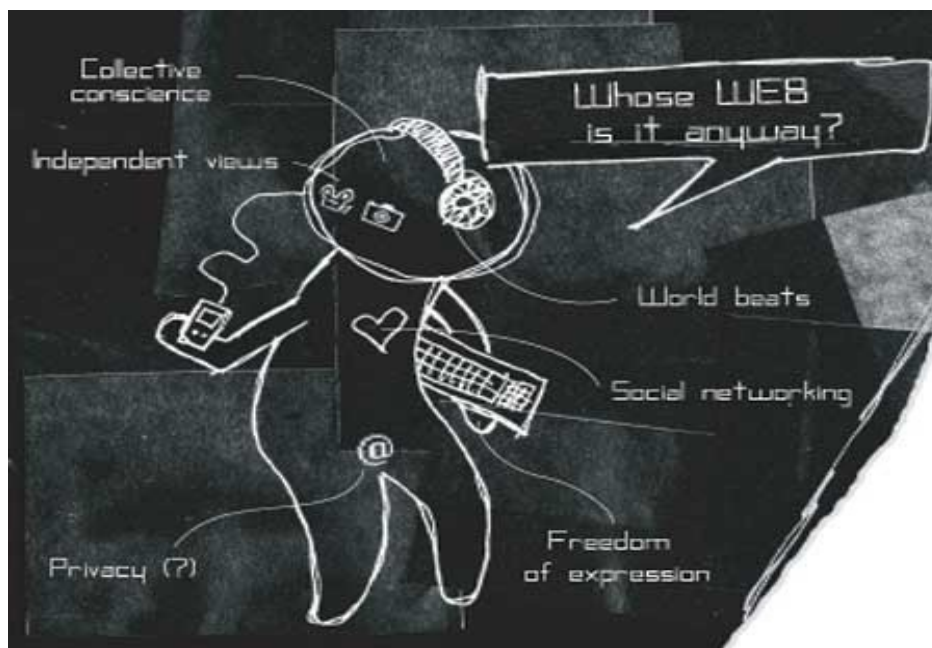


“TOURNER L’APATHIE CITOYENNE ACTUELLE EN ACTIVISME CITOYEN”

LE 17 AVRIL 2010 SABINE BLANC

Divina Frau-Meigs, sociologue des médias, professeur à l'université Paris 3 Sorbonne, directrice du master pro “ingénierie de la formation à distance et de l'éducation aux médias”, revient dans une interview sur les questions posées par le billet d'Andreas Kluth sur la non-crise des médias.



Nous avons demandé à deux spécialistes de la formation aux médias de réagir au billet d'Andreas Kluth sur la non-crise des médias. Entretien avec Divina Frau-Meigs, sociologue des médias, professeur à l'université Paris 3 Sorbonne, directrice du master pro “ingénierie de la formation à distance et de l'éducation aux médias”.

Andreas Kluth estime qu'il n'y a pas de crise de l'information car nous n'avons jamais été aussi bien informés. Partagez-vous son point de vue ?

En partie seulement, surtout si information veut dire « actualité », ce qui semble être l'angle de vue d'Andreas Kluth. L'accès à l'actualité s'est démocratisé pour ceux qui sont équipés intellectuellement et technologiquement, les info-riches. Ceux qui étaient informés par les moyens traditionnels ont transféré certaines compétences et moyens en ligne et les optimisent grâce à des outils de plus en plus conviviaux et des bases de données et sources de plus en plus plurielles. **Cela ne résout pas la fracture numérique alignée sur les fractures économiques, sociales et culturelles. Cela ne résout pas le problème des info-précaires**, qui sont issus de milieux défavorisés, dont certaines catégories de la classe moyenne (personnes âgées, handicapés,...). Le pouvoir-faire des élites et intellectuels se creuse par rapport au savoir-faire d'une grande majorité de personnes en situation de précarité informationnelle et les « gratuits » ne sont pas la solution car l'actualité qui est diffusée est appauvrie, squelettique et à long terme inutilisable. Dévaloriser le travail sur l'actualité n'est pas vraiment rendre service aux plus pauvres, qui sont souvent dépendants d'une seule source d'information.

Le problème vient aussi de l'information comme « presse » et de la profession du journalisme, qui, eux, sont en crise. Cette crise est en fait le signe d'une mutation durable et incontournable, celle de la 3e révolution industrielle dans laquelle nous sommes, le « cybérisme » comme je l'appelle pour marquer sa rupture avec le post-modernisme et la modernité tardive : avec le web 2.0 et ses générations à venir, liées à la norme IPV6, les activités en ligne sont désormais en amont des activités hors ligne et où la chaîne de fabrication de l'actualité est durablement modifiée : les coûts de production, reproduction et diffusion sont très bas. **La profession peut y gagner pour ses pratiques, en travaillant sur l'enquête, l'agrégation de documents, la profondeur d'analyse, si seulement elle**

s'en donne les moyens.

Là où je ne suis pas du tout d'accord avec Andreas Kluth, c'est sur l'idée que l'on peut se passer des journalistes. C'est une fonction sociale en mutation, mais qui répond à trois besoins cognitifs qui ne sont pas près de disparaître : la surveillance de l'environnement, le traitement de l'événement et l'aide à la résolution de problèmes. Même si potentiellement tout le monde peut être journaliste, et contribuer à l'information sur des sites, des blogs, etc., **la plupart des citoyens n'a pas le temps, tout simplement de faire cette veille, cette corrélation d'information, ce suivi d'enquête qui caractérise la profession dans ses missions les plus nobles.** Celle-ci doit en retour devenir plus humble qu'elle ne l'a été dans le passé, se substituant souvent à l'opinion publique et manipulant le pluralisme des idées. **Ce n'est pas plus mal que la crise actuelle remette les pendules à l'heure à ce sujet : au journaliste d'informer, au citoyen de délibérer et de se faire une opinion, avec l'option supplémentaire de pouvoir la partager en-ligne...**



Comment former à s'informer dans le nouvel environnement médiatique issu de l'expansion du web, et en particulier les réseaux sociaux ?

La solution unique n'existe pas et **il faut découpler la formation formelle à l'école, qui affecte les jeunes, de la formation tout au long de la vie, qui affecte les adultes.**

Pour les jeunes et l'accès à l'éducation aux médias du numérique, un Brevet informatique et Internet (B2i) existe bien sur le papier, mais l'éducation doit jouer son rôle en mettant sur pied **un programme plus ambitieux pour que les compétences électroniques et les répertoires d'actions y attenants soient bien maîtrisés par les jeunes.** Ces derniers font illusion avec le clavier tant qu'il s'agit de social ou de relationnel mais dès qu'il s'agit de produire du contenu et de le maîtriser dans sa complexité, nous entrons dans un autre domaine de compétences. **Je milite pour une éducation aux médias et à la culture informationnelle "à la française"**, qui prenne en compte trois dimensions souvent présentées comme incompatibles et en concurrence dans les modèles en circulation actuellement : **la dimension protectionniste** (il existe des contenus et comportements à risque qu'il faut critiquer), **la dimension patrimoniale** (il existe des contenus historiques, culturels à recycler, diffuser, s'approprier) et **la dimension participative** (il existe des contenus à créer, mixer, mettre en commun,...).

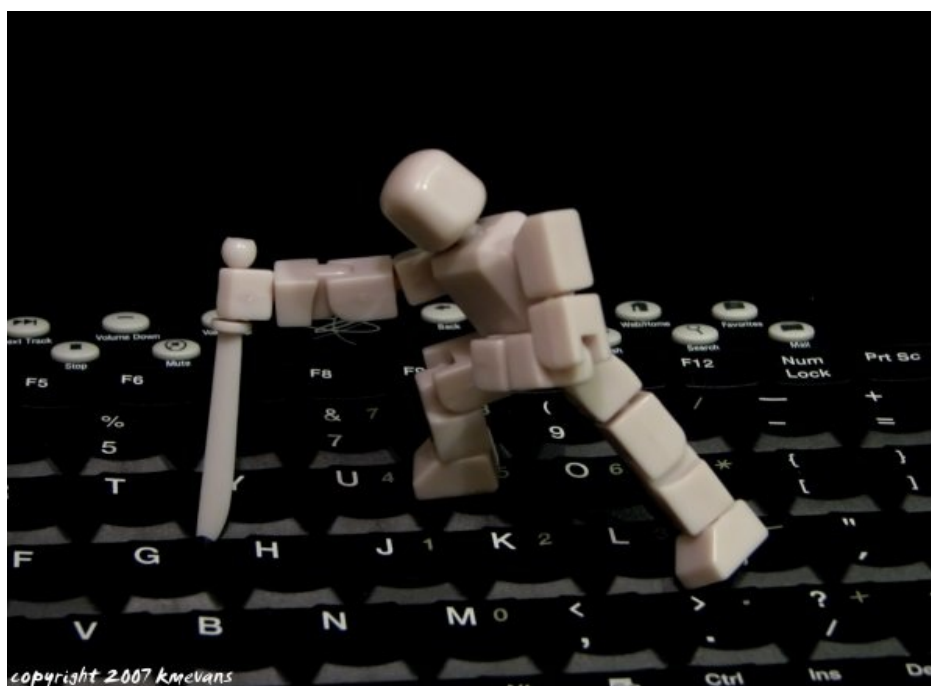
Pour développer les compétences cognitives de décodage et de recodage des dispositifs de représentation et de médiation des médias, **je parle souvent des 7 « C » ou Compétences de base de l'éducation aux médias : Compréhension, Critique, Créativité, Consommation, Citoyenneté, Communication inter-culturelle et Conflit.** Ces 7 « C » réintroduisent de la valeur dans l'éducation tout comme dans les médias, ainsi que des valeurs, pour beaucoup d'entre elles héritées des Droits de l'homme. Elles peuvent servir de cadrage cognitif socialisé pour former les jeunes à la démocratie. Les 7 « C » peuvent modifier le comportement à l'égard des médias et des autres, en sensibilisant au respect, à la tolérance mutuelle, à la responsabilité, à la dignité, au bien commun. **Elles recèlent le potentiel de tourner l'apathie citoyenne actuelle en activisme citoyen, à mesure que les jeunes deviennent des producteurs et des créateurs de contenus sur les réseaux numériques.**

Mais le cyberisme induit des accélérations de comportements qui imposent d'accompagner les 7 « C » de tout un répertoire de stratégies complémentaires qui peuvent transformer chaque événement de communication en un événement d'apprentissage, tant dans l'environnement formel de l'école que hors les murs : le jeu (résolution de problèmes), la simulation (modèles dynamiques de processus applicables au monde réel), l'agrégation de contenus (expression d'identités alternatives), l'échantillonnage (remixage des produits médiatiques), la multi-modalisation (interaction entre divers médias et diverses options au sein d'un même support), la mise en commun de ressources (intelligence distribuée par agrégats de savoirs finalisés), la navigation transmédias (contrôle sur l'information et création de nouveaux contenus), le réseautage (recherche et distribution de l'information) et enfin la coordination pair-à-pair (procédés alternatifs et solutions innovantes).

Ces compétences supplémentaires, ces stratégies d'actions en fait, viennent renforcer l'alphabétisation traditionnelle. Si on sait chercher, si on trouve et si on sait lire alors il a accès à la maîtrise, voire à une appropriation enrichie. Beaucoup de gens restent au niveau

basique et ne savent pas s'approprier les différentes modalités complexes de certains outils. **On note une vraie fracture au niveau des e-compétences avec des attitudes qui peuvent aller d'un sentiment d'infériorité à un sentiment d'aliénation, l'impression d'une exclusion par l'usage des savoirs.** C'est extrêmement porteur de malaise et d'inégalité profonde face à la culture et à l'expression.

Pour les adultes, la solution de préparation tout au long de la vie se trouve dans les partenariats avec d'autres acteurs sociaux qui sont partie prenante des systèmes médiatiques, pour partager plus équitablement et efficacement les responsabilités éthiques et politiques. Ces alliances n'impliquent pas que les fonctions des uns et des autres soient remises en cause : à l'école de transmettre, à l'artiste de créer, au réseau de télévision de diffuser. Elles supposent cependant un minimum de dialogue qui n'existe que de manière sporadique pour le moment. Ces acteurs peuvent être de divers types : les professionnels eux-mêmes dans le cas du journalisme, les collectivités locales qui peuvent promouvoir des espaces de formation comme les centres communautaires, les médiathèques, etc., les décideurs et animateurs des télévisions de service public (locales, régionales, nationales, transnationales), les pourvoyeurs de contenus et de services en ligne, — la technologie pouvant venir à la rescousse, par l'interactivité avec les autres supports complémentaires (site Internet, web TV,...).



Pour ma part, **je préconise aussi des « e-scouades » des groupes d'intervention numérique rapides et mobiles** : on envoie des jeunes, chômeurs ou inactifs, chez les personnes âgées. Cela pourrait être financé par un petit prélèvement chez les câblo-opérateurs et autres fournisseurs d'accès (comme aux États-Unis, où ce système s'appelle le « e-rate »).

Pour les jeunes comme pour les adultes, **le but ultime est bien d'atteindre le seuil de la maîtrise des contenus et des médiations et non pas seulement de l'accès, pour un accès à l'usage et aux opportunités réelles rendus possibles par le cybérisme.** C'est là que l'on atteint l'accès profitable, ou encore soutenable, quand l'accès à l'usage supplante l'accès à l'offre pour produire un véritable changement, au bénéfice de la personne et la collectivité.

Certains publics sont moins avantagés que d'autres : qui sont-ils et comment les accompagner ?

Les info-précaires, voire les « info-pauvres », se trouvent distribués dans certaines poches du territoire (zones rurales, certaines banlieues) et dans certains groupes fragilisés, comme les sont les personnes âgées, les minorités ethniques, les personnes handicapées, ou encore les chômeurs.



Cette population info-précaire n'a pas les mêmes besoins que les jeunes. La situation réelle de la personne adulte est un des paramètres indispensables à une maîtrise profitable et motivée. **Des chercheurs américains ont dressé une liste d'une dizaine de sphères dans lesquelles les gens ont besoin d'information sous peine de tomber dans l'info-pauvreté.** Ces sphères sont connues : la première est la santé, une bonne santé permettant un fonctionnement de base pour continuer à faire tout le reste. C'est une évidence : quand on possède l'info sur le cancer, sur le SIDA, sur l'obésité, on peut améliorer ses conditions de vie. Les autres sphères les plus utiles sont le logement, l'emploi, l'assistance sociale (les systèmes d'aide), l'éducation, le droit, les transports, les loisirs et en dernier (du point de vue américain) la sphère politique. Ces sphères mobilisent les gens, elles créent chez eux la motivation pour aller chercher de l'information qui n'est plus une information de base mais spécialisée et ciblée sur les besoins.

Pour les accompagner, il faut partir du principe que nous ne savons pas quand le grand public va s'approprier tout ce qui est offert... Donnons-lui les moyens de le faire, **organisons cette appropriation, par une information de service public de qualité.** Elle ne peut se faire de manière intuitive seulement, sinon elle se fera de manière basique. Or, ce qu'il nous faut, c'est **passer à des niveaux de compétence et de maîtrise supplémentaires, enrichis, pour faire en sorte que les gens se rendent compte qu'ils ont besoin de l'information pour continuer à évoluer dans toutes les sphères de leur vie privée et professionnelle.**

Quel investissement faut-il mettre et pour en retirer quel bénéfice ?

En ce moment l'investissement dans l'éducation aux médias est présenté comme une panacée, tant par les pouvoirs publics, les diffuseurs et pourvoyeurs de services que par les associations de terrain (éducateurs, parents,...). Beaucoup d'initiatives sont prises, notamment sous l'impulsion de la Directive Européenne Services de Médias Audiovisuels (l'ancienne TVSF) qui la préconise. Dans ce cadrage, **l'investissement est néo-libéral et instrumentalise l'éducation aux médias dans une logique commerciale,** qui autorise la baisse des systèmes de protection (des consommateurs, des jeunes, ...), le désengagement de l'état, l'auto-régulation du secteur privé. **C'est une forme de privatisation du risque de fracture numérique et d'individualisation de la formation, sous le terme porteur d'empouvoirement (empowerment).** Ce type d'investissement est à court terme, et ne bénéficie, marginalement, qu'à une vision du public réduite à un ensemble de consommateurs dont le consentement sans sens critique est recherché. Le retour sur investissement démocratique et informationnel est très pauvre.

Un investissement démocratique et informationnel riche et durable, voire profitable, doit positionner l'éducation aux médias autrement, à partir des compétences et des répertoires de stratégies, qui redonne de la place tant à l'individu qu'au collectif, tout en insistant sur les rapports de pouvoir et de savoir, terriblement asymétriques et porteurs de clivages.

L'association aux droits de l'homme et aux savoirs citoyens est indispensable : l'éducation à la citoyenneté, l'éducation à l'environnement, etc. me semblent pouvoir passer par les médias avec facilité, surtout si la valeur de service public des nouveaux réseaux du cybérisme est légitimée et instaurée, pour contre-balancer l'approche néo-libérale dérégulée.

De même qu'il faut réintroduire les valeurs des droits de l'homme dans l'éducation aux médias et à la culture informationnelle, **il faut ré-introduire de la valeur dans l'information d'actualité. La gratuité est de ce point de vue là un piège qui a visé à détruire l'autonomie et l'indépendance de certaines rédactions critiques du néo-libéralisme** car il est bien connu qu'une presse qui fonctionne par abonnement et pas seulement par publicité peut se permettre une ligne éditoriale relativement libre de pressions.

Certains pays sont-ils en avance dans ce domaine ?

Aucun pays n'a encore atteint le seuil de l'accès soutenable et durable, qui pour moi

passer par une éducation aux médias qui transpose le motto républicain de Jules Ferry de l'école publique, libre et obligatoire en motto cybériste de l'école publique, ouverte, participative et éthique. Mais certains s'en approchent plus que d'autres. **La France n'est pas mal placée, car toute la palette (protectionniste, patrimoniale et participative) existe, même si elle ne bénéficie pas d'une couverture nationale.**

En Europe, d'autres pays y travaillent, avec des options spécifiques au lycée (Angleterre), des programmes qui parcourent tout le développement scolaire (Autriche). **Ce qui me fait croire que l'on progressera c'est l'info-densité, la présence d'un maillage d'infrastructures et de ressources humaines bien formées pour créer une éducation aux médias et à la culture informationnelle.** Elle pourra produire des renforcements régionaux. Le pôle des 7/8 premiers pays de l'Union européenne est un axe fort, avec des échanges d'expérience en éducation aux médias, des transferts de perspectives (sur les compétences, les savoirs...). Autrement dit, plus on est "info-riche", plus on est riche.

Dans le reste du monde, d'autres régions se cherchent des modèles originaux comme Hong Kong où l'éducation aux médias fait partie d'un pôle disciplinaire autour de « savoirs citoyens ». L'Amérique latine poursuit son modèle d'édu-communication, avec une perspective sociale qui intègre les fonctionnalités et les besoins des adultes, souvent au niveau des municipalités autonomes. L'Inde poursuit dans une direction identique. **Les régions les plus en retard sont celles aussi de la fracture numérique, économique et sociale, à savoir le Moyen-Orient et l'Afrique...**



La traduction du billet d'Andreas Kluth

Un autre point de vue sur ce billet, par Bruno Devauchelle

Le site de Divina Frau-Meigs : www.medias-matrices.net



DUCOCHE

le 18 avril 2010 - 4:55 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



de l'importance d'un métier de journaliste qui sache se sortir du mercantilisme médiatique pour prendre du recul et en effet de la conscience citoyenne de chacun pour puiser dans ce magma qu'est l'internet les bonnes infos pour agir

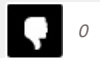
[WORDPRESS HASHCASH] The poster sent us '0 which is not a hashcash value.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

MEDINABRIANA24

le 26 juin 2010 - 18:26 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



If you want to buy real estate, you would have to receive the lowest-rate-loans.com. Moreover, my father commonly utilizes a secured loan, which is really firm.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

7 pings

Permettre à tous les jeunes de s'insérer dans la société telle qu'elle devient le 17 avril 2010 - 11:53

[...] L'interview de Divina Frau-Meigs, un autre point de vue sur le billet d'Andreas Kluth [...]

Il n'y a pas de crise des médias ? le 17 avril 2010 - 11:55

[...] > "Tourner l'apathie citoyenne actuelle en activisme citoyen" [...]

Weekly blog posts (weekly) « Lelapin's Weblog le 18 avril 2010 - 3:30

[...] "Tourner l'apathie citoyenne actuelle en activisme citoyen" [...]

links for 2010-04-17 « Lelapin's Weblog le 18 avril 2010 - 6:06

[...] "Tourner l'apathie citoyenne actuelle en activisme citoyen" (tags: no_tag) [...]

Cactus Acide » » L'observatoire du neuromancien 04/18/2010 le 19 avril 2010 - 0:30

[...] "Tourner l'apathie citoyenne actuelle en activisme citoyen" [...]

[WORDPRESS HASHCASH] The comment's actual post text did not contain your blog url (<http://owni.fr/2010/04/17/turner-l%e2%80%99apathie-citoyenne-actuelle-en-activisme-citoyen>) and so is spam.

"Crisi dei media? Ma se è un secondo Rinascimento..." | LSDI le 21 avril 2010 - 22:18

[...] Divina Frau-Meigs, sociologa dei media, docente alla Sorbona, direttrice del master di "ingegneria della formazione a distanza ed educazione ai media, condivide solo in parte il punto di vista di Andreas Kluth sulla crisi dell' informazione. "Soprattutto se per informazione si intende l' attualità, come sembra fare Kluth", spiega a Owni.fr. [...]

[WORDPRESS HASHCASH] The comment's actual post text did not contain your blog url (<http://owni.fr/2010/04/17/turner-l%e2%80%99apathie-citoyenne-actuelle-en-activisme-citoyen>) and so is spam.

OpenOffice.org, la fuga | Lega Nerd le 2 novembre 2010 - 13:57

[...] OSSBlog | Image: Owni Attualità, Opensource dimissioni (2), libreoffice (3), openoffice (3), oracle (8) [...]